

# Revue de presse



Dimanche 17 Avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Nouvelle grille des salaires : l'augmentation s'étend aux primes et indemnités

La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation "significative" des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, a indiqué la directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Naftal-BEA: une convention pour la mise à disposition de plus de 2.300 TPE sur le réseau Naftal

La société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers "Naftal" et la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ont signé, jeudi à Alger, une convention portant sur la mise à disposition par la banque publique de terminaux de paiement électronique (TPE) au niveau des points de vente de Naftal.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### Le rôle de la finance islamique durant la crise sanitaire mis en exergue

Les participants au séminaire national sur la finance islamique en tant que moyen d'assurer le développement économique en Algérie, organisé samedi à Constantine ont mis en exergue "le rôle important de ce mode de financement pour garantir la stabilité financière et économique durant la crise sanitaire liée à la Covid-19".



### Nouvelle grille des salaires des fonctionnaires : l'augmentation s'étend aux primes et indemnités

La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation "significative" des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, a indiqué Nacéra Moussaoui, directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, du ministère des Finances.



### **NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES : L'augmentation s'étend aux primes et indemnités**

La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation «significative» des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, a indiqué la directrice des systèmes de paie à la direction générale du budget relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui. «L'augmentation du point indiciaire concerne deux volets : le premier est relatif à l'augmentation de la grille indiciaire des salaires, c'est-à-dire une augmentation verticale de l'indice minimal de chaque catégorie et une augmentation horizontale de l'indice minimal correspondant aux grades», a précisé Mme Moussaoui à l'APS. L'autre volet, a-t-elle ajouté, est lié aux «primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, sachant que celles-ci sont calculées sur la base du salaire de base, avec un pourcentage variant d'un secteur à l'autre (éducation, santé...), de pas moins de 65%». Ainsi, l'augmentation touchera toutes les primes». En effet, explique-t-elle, lorsqu'on ajoute 50 points à l'indice dans le salaire de base et jusqu'à 30 points dans les grades, l'on obtient un total de 80 points multipliés par la valeur du point indiciaire (45 DA).

S'agissant des règles prises en considération lors de la révision de la grille indiciaire, la responsable a expliqué que le système de rémunération dans la Fonction publique s'appuyait sur la qualification pour chaque catégorie, de manière à ce que l'avancement dans la catégorie donne lieu à une augmentation du salaire de base. «50 points ont été ajoutés à chaque catégorie pour maintenir ces écarts opérés par le système compensatoire, mais les augmentations restent, grosso modo, destinées aux personnes à faible revenu pour améliorer leur pouvoir d'achat», a fait savoir la représentante du ministère des Finances.



### [Nouvelle grille des salaires : l'augmentation s'étend aux primes et indemnités](#)

La directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui, a indiqué que la nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation « significative » des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles.

internationaux, en vue de préserver la stabilité des prix.

Les transferts sociaux exécutés dans le cadre de la politique de subvention ont atteint 1.942 mds DA cette année, a-t-elle fait savoir.

Pour rappel, la révision du point indiciaire vient conforter les mesures prises dans le cadre de la loi des finances 2022, en application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.



### [Nouvelle grille indiciaire: «L'augmentation ne se limite pas au seul salaire de base»](#)

La nouvelle grille indiciaire, mise en place depuis le 1er mars, permettra une augmentation «significative» des salaires qui «ne se limite pas au seul salaire de base» mais qui s'étend aux «primes et rémunérations mensuelles et non mensuelles», a indiqué Nacera Moussaoui, la directrice des systèmes de rémunération, à la direction générale du budget, à l'APS.



### [Appel au boycott des activités judiciaires: Les avocats renouent avec la protestation](#)

L'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) revient à la contestation. En effet, à l'issue d'une délibération votée lors d'une session extraordinaire, tenue tard dans la soirée de jeudi,

l'UNOA a appelé les avocats à boycotter les activités judiciaires, dans l'ensemble des juridictions du pays, à partir du lundi 18 avril 2022.



### [ILS DÉNONCENT LE MAINTIEN DU RÉGIME FISCAL : Les avocats décident le boycott des tribunaux à partir de lundi](#)

L'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) annoncé le boycott à partir de lundi, et ce, jusqu'à nouvel ordre, des tribunaux criminel et des mineurs pour dénoncer le maintien du régime fiscal instauré par la loi de finances 2022. Elle en appelle à l'intervention du président Tebboune. Retour à la protestation chez les robes noires. L'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) a appelé ses adhérents à boycotter les tribunaux criminel et des mineurs, à compter de lundi 18 avril et jusqu'à nouvel ordre, pour dénoncer le maintien du nouveau régime fiscal.



### [ALORS QUE L'UE PRÉVOIT D'INTERDIRE LES IMPORTATIONS RUSSES : Le pétrole termine la semaine en nette hausse](#)

Les prix du pétrole ont terminé la semaine de cotation en hausse, affichant leur premier gain hebdomadaire depuis fin mars, dans le sillage d'informations relatives à l'éventuel arrêt progressif par l'Union européenne (UE) des importations de pétrole russe.



### **APPEL À LA GRÈVE LES 26 ET 27 AVRIL Les syndicats passent à l'action**

La Confédération des syndicats autonomes (CSA), qui regroupe désormais une trentaine d'organisations de la Fonction publique, a annoncé deux journées de grève prévues dans une dizaine de jours pour protester contre la chute du pouvoir d'achat et les «insignifiantes» hausses induites par la révision de la grille des salaires et du point indiciaire. C'est officiel ! Réunis hier au siège de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), les membres de la Confédération des syndicats autonomes (CSA) ont décidé d'aller vers une grève générale les 26 et 27 de ce mois.

Le motif : la chute du pouvoir d'achat et les décisions gouvernementales qui n'apportent, selon les syndicats, aucun réel changement dans la situation socioprofessionnelle des fonctionnaires. «Comme nous l'avons déjà annoncé lors de notre dernière réunion et notre communiqué, nous avons fait appel à d'autres syndicats afin de nous rejoindre dans notre

lutte. Nous avons eu un retour très favorable. Nous sommes passés de 13 membres à 28 syndicats adhérents à cette démarche de protestation.

C'est un indice de l'ampleur du malaise socioprofessionnel», déclare Boualem Amoura, coordinateur de la CSA. Il annonce, dans ce sens, l'adhésion des syndicats des enseignants et chercheurs universitaires (SNECHU), des paramédicaux, celui des travailleurs des collectivités locales ainsi que celui des inspecteurs de travail. La rencontre, qui a duré toute la journée d'hier, a été l'occasion de reprendre toutes les revendications déjà formulées, mais surtout d'exprimer la colère et surtout la déception des travailleurs quant aux dernières mesures annoncées par le gouvernement.

«UNE HAUSSE D'À PEINE 6000 DA»

Il s'agit de relatives à la révision de l'IRG et de la valeur du point indiciaire. «L'inflation est en hausse continue, ceci contrairement à la politique salariale qui n'a pas bougé depuis plusieurs années. Les dernières décisions du gouvernement n'ont eu aucun effet sur les salaires. La hausse complète n'atteint même pas les 6000 DA. Chose totalement inconcevable. Alors que nous demandions des mesures d'apaisement, nous nous sommes retrouvés face à une nouvelle provocation», se désole le syndicaliste, qui souligne que l'option de l'escalade dans la grève de deux jours n'est pas exclue. Il est à signaler que la CSA revendique la révision de la valeur du point indiciaire de 45 à 100 DA, et celle du régime indemnitaire ainsi que la mise en place d'un observatoire national du pouvoir d'achat.

Cet organisme prendra en charge l'évaluation des fluctuations possibles du pouvoir d'achat et de l'inflation. Il aura également les prérogatives d'intervention auprès des autorités pour les révisions salariales adéquates. La CSA évoque le «déni» des autorités quant au malaise social dans les régions des Hauts-Plateaux, les Aurès et le Sud et de leurs mouvements de protestation réclamant la révision de la prime de zone. Il y a également la question du droit à la retraite sans condition d'âge, les libertés syndicales. Les membres de la CSA, qui couvrent les secteurs de la santé, de l'éducation et des collectivités locales – soit une grande majorité des travailleurs de la Fonction publique – s'indignent aussi contre la marginalisation des organisations syndicales dans l'élaboration de ces textes rédigés unilatéralement.



## **DISPONIBILITÉ D'INFORMATIONS DE QUALITÉ ET OPPORTUNES : «La région MENA est en retard...», selon la Banque mondiale**

La dure réalité est que personne n'est encore tiré d'affaire. La menace des variants de la Covid-19 demeure et la guerre en Ukraine a multiplié les risques, en particulier pour les pauvres qui subissent le poids de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Une bonne dose de réalisme quant aux perspectives de croissance de la région en ces temps d'incertitude est essentielle», a déclaré Ferid Belhaj, vice-président de la Banque mondiale pour la région MENA. Le Groupe de la Banque mondiale a, dans un bulletin

économique d'informations de la région MENA du 15 avril 2022, rendu public en effet ses conclusions sur les prévisions de croissance dans la région. Intitulé «Confronté à la réalité : prévisions de croissance dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord en période d'incertitude», le rapport de la Banque mondiale note que les économies de la région «devraient croître de 5,2% en 2022, le taux le plus rapide depuis 2016, grâce aux prix exceptionnels du pétrole qui profitent aux exportateurs de pétrole de la région». Mais, a-t-elle averti, une «incertitude accrue» entoure cette prévision en raison de la guerre en Ukraine et des menaces persistantes des variants de la Covid-19. «Les producteurs de pétrole bénéficieront de la hausse des prix du pétrole et des taux de vaccination, alors que les pays fragiles sont à la traîne. Mais le resserrement de la politique monétaire mondiale, l'imprévisibilité de l'évolution de la pandémie, les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement et la hausse des prix des denrées alimentaires augmentent les risques d'inflation pour l'ensemble de la région», a-t-elle souligné. Et d'ajouter : «La gestion de cette vague d'incertitude est un défi majeur pour les décideurs politiques.» Les rédacteurs de ce rapport font remarquer que «la dépréciation de la monnaie dans certains pays de la région MENA s'ajoute déjà aux pressions inflationnistes».

## LA CRISE ALIMENTAIRE

«Les pressions inflationnistes créées par la pandémie ont été exacerbées par la guerre en Ukraine. Les pays de la région MENA dépendent fortement des importations alimentaires, notamment du blé en provenance de Russie et d'Ukraine. La hausse des prix des denrées alimentaires et le risque accru d'insécurité alimentaire sont susceptibles de toucher le plus les familles pauvres (...).» La BM considère que «l'ampleur des conséquences de la guerre n'a pas encore été déterminée, mais les premiers signes indiquent une aggravation des difficultés économiques qui assaillent déjà les économies de la région MENA, en particulier les pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole». Comme facteur d'incertitude, la faible vaccination contre la pandémie, souligne cette institution de Bretton Woods.

«Au 4 avril 2022, les pays du Golfe, à l'exception d'Oman qui a un taux de vaccination de 57,8%, ont un taux moyen de 75,7%, ce qui est bien meilleur que leurs homologues à revenu. Mais des pays comme l'Algérie et l'Irak ont vacciné environ 13 à 17% de leur population et le Yémen et la Syrie ont des taux de vaccination à un chiffre, les laissant ainsi plus exposés aux conséquences économiques et sanitaires de la Covid-19 dans un avenir proche», souligne ce rapport. Par ailleurs, la Banque mondiale a consacré cette fois-ci tout un chapitre au manque de disponibilité des données et de transparence dans les pays de la région. «Dans le contexte actuel d'incertitude mondiale et régionale, obtenir les prévisions les plus précises possibles devient encore plus important. Le manque de données et l'ouverture limitée des données sont des stratégies risquées. Ce n'est qu'avec des données meilleures et plus transparentes que les prévisions peuvent être faites(...)», a déclaré Roberta Gatti, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région MENA. «Les économies en conflit comme la Libye et le Yémen ont, souligne la BM, des données obsolètes sur le PIB, les dernières disponibles pour 2014 et 2017 respectivement. Seules 10 des 19 économies de la région MENA couvertes par le groupe de la Banque mondiale disposent d'informations mensuelles ou trimestrielles sur la production industrielle ; pour les neuf autres, les informations ne sont pas accessibles au public ; et aucun

ne publie de données mensuelles sur le chômage. Le rapport fournit des orientations sur la manière d'améliorer les systèmes de données nationaux.»

Et ensuite d'attirer l'attention sur le fait que «les auteurs ont constaté que les prévisions de croissance dans la région MENA au cours de la dernière décennie étaient souvent inexactes et trop optimistes par rapport à celles des autres régions. Des prévisions trop optimistes peuvent entraîner des contractions économiques à terme. Un facteur clé de l'incertitude des prévisions est la disponibilité et l'accessibilité d'informations de qualité et opportunes, un domaine où la région MENA est en retard par rapport au reste du monde en développement».

**Le Courrier**  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

### **ILS ACCUSENT L'ADMINISTRATION DES IMPÔTS D'AVOIR « ROMPU » SES ENGAGEMENTS : Les avocats en grève à partir de lundi**

L'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) a appelé les robes noires à un boycott du travail judiciaire à partir de lundi prochain, avec un engagement de ne pas payer les impôts prévus dans la loi de finances pour l'année 2022. C'est à travers un communiqué, signé par son président, Taïri Brahim, que le conseil de l'UNOA a appelé à l'arrêt du travail comme première étape au Tribunal criminel de première instance, d'appel et des conflits, à compter du lundi 18 avril, jusqu'à nouvel ordre.



### **NAFTAL : Lancement prochain du paiement électronique aux particuliers**

APRÈS LES ENTREPRISES, NAFTAL étend son offre de paiement électronique à ses clients particuliers. Payer le carburant par carte magnétique est devenu possible en vertu de la convention signée, jeudi dernier, par la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) au siège de la direction générale de cette dernière.

La convention porte sur la mise à disposition par la BEA de 2.350 terminaux de paiement électronique (TPE), de manière progressive, au niveau des points de vente de Naftal (stations-services, centres de conversion, centre lubrifiants et pneumatiques). Quelque 500 TPE seront livrés dans une première étape, dont le lancement est prévu en mai prochain. Selon le PDG de Naftal, Mourad Menouar, ce projet revêt une importance capitale pour les activités de l'entreprise et les clients. «Nous avons œuvré à sa concrétisation auparavant mais le projet n'a pas abouti pour des raisons qui ne relèvent pas de notre ressort», a-t-il dit citant, entre autres, le manque de TPE, le peu d'engouement pour les cartes et, enfin, un débit internet pas très élevé. Le PDG de Naftal a indiqué que des négociations enclenchées par les deux parties ont abouti à un accord relatif à la tarification à adopter pour l'acceptation des cartes interbancaires (CIB) et des cartes Edahabia dans les points de vente de Naftal. Il a précisé que cette

tarification prend en considération les contraintes soulevées par Naftal en relation avec les prix des produits administrés qui entravaient l'aboutissement du projet. «C'est un accord gagnant-gagnant», a-t-il lancé affirmant que l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 550 milliards de dinars et enregistre 6 millions de transactions de paiements commerciales par an. Pour le choix de la banque, Menouar a expliqué que des pourparlers ont été lancés avec plusieurs banques, mais seule la BEA a répondu «après de longues négociations», précise-t-il qualifiant cette relation de «partenariat stratégique». Pour sa part, le directeur général de la BEA, Lazhar Latrache a assuré que la Banque accordera des conditions préférentielles à Naftal et d'autres entreprises nationales pour généraliser le paiement électronique. «La commission que perçoit la BEA sera dérisoire pour développer ce type de paiement à travers le pays et sécuriser les transactions», a-t-il ajouté

### 10% DE STOCK DE SECOURS CONSTITUÉ

Répondant aux préoccupations soulevées par les représentants d'associations de gérants des stations-services relatives, notamment, à la maintenance des TPE, Latrache a assuré que la BEA a déjà constitué 10% de stock de secours, soulignant qu'un numéro de contact leur sera attribué et précisant que l'intervention des techniciens sera immédiate en cas de panne.

Dans sa présentation, le directeur du paiement électronique auprès de Naftal, Adel Ioualalen, a fait savoir que les deux partenaires ont auparavant lancé une opération pilote pour l'installation de TPE interbancaires au niveau de trois stations-services : Sidi El Kebir et El Yasmine à Blida et de Tamezguida Nord à Médéa. Il a expliqué que le déploiement des TPE se fera en deux étapes. La première concerne les points de vente de Naftal avant qu'il soit étendu, ensuite, aux partenaires de Naftal (250 stations-services en gérance libre et 1.597 points de vente agréés et revendeurs ordinaires). Pour ce qui est de la carte de paiement électronique dédiée aux entreprises et institutions, le PDG de Naftal a annoncé que 180.000 ont été livrées au profit de 13.000 entreprises qui effectuent 90% de leurs achats par paiement électronique.



### [Les robes noires broient du noir: Ils reprennent la grève le 18 avril](#)

Les avocats reviennent à la charge. L'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) a décidé de recourir, à nouveau, à la grève à partir du 18 avril pour exprimer son refus de se soumettre au régime fiscal édicté dans la loi de finances 2022. Appelant les avocats à ne pas s'acquiescer de leurs redevances fiscales avec la nouvelle taxation, l'UNOA interpelle le président de la République afin qu'il intervienne dans ce dossier.



## CONVENTION SIGNÉE ENTRE NAFTAL ET LA BEA Naftal adopte le e-paiement 2 350 terminaux de paiement électronique seront mis à disposition.

Les cartes interbancaires (CIB) et les cartes « Edahabia » sont acceptées au niveau de 1 903 points de vente de Naftal (Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers). À cet effet, Naftal et la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ont signé, jeudi à Alger, une convention portant sur la mise à disposition, par la banque publique, de terminaux de paiement électronique (TPE).



## Les avocats rejettent le nouveau système fiscal

LE AVOCATS ne décolèrent toujours pas à propos du nouveau régime fiscal introduit dans la loi de finances 2022. Le Conseil de l'Union nationale des ordres des avocats (Unoa), réuni ce jeudi à Alger, a annoncé dans un communiqué le boycott des audiences des tribunaux criminels de la première instance et ceux d'appel à partir de ce lundi.



## Réforme monétaire et relance économique : Pour un dinar performant

Le gouvernement, dans le cadre de ses réformes, compte parvenir à un marché financier plus solide, plus efficace. Il est, entre autres, question de la promotion de la Bourse d'Alger, de mesures en faveur de l'investissement. Aujourd'hui, c'est la politique monétaire qui interpelle le staff gouvernemental. Difficile de songer à une efficacité économique optimale sans une monnaie forte. Le dinar n'est pas dans son meilleur jour.



## Brahim Guendouzi, professeur en économie : «La banque de l'Habitat meilleur canal pour mobiliser l'épargne»

La Caisse nationale du logement (CNL) sera transformée, avant la fin de l'année en cours, en une banque exclusivement dédiée au financement des projets de l'habitat. L'annonce a été faite, jeudi dernier à Alger, par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi. Il a été convenu, à cet effet, de mettre en place un bureau d'études chargé d'apporter des solutions aux problèmes techniques et financiers empêchant cette opération.

### الشبكة الاستدلالية الجديدة للمرتبات: الزيادة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات

أوضحت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية، التابعة لوزارة المالية، نصيرة موساوي، أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين، المطبقة منذ الفاتح مارس، ستسمح بزيادة "معتبرة" في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية و غير الشهرية و لا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي.



### مسؤولة توضح حول الشبكة الاستدلالية الجديدة للمرتبات

أوضحت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية، التابعة لوزارة المالية، نصيرة موساوي، أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين، المطبقة منذ الفاتح مارس، ستسمح بزيادة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية و غير الشهرية و لا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي.



### موساوي: الزيادة في الأجور تبلغ 6000 دج في المتوسط

تحدثت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية التابعة لوزارة المالية، نصيرة موساوي، بالتفصيل، عن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين المطبقة منذ الفاتح مارس.



### موساوي: هذه قيمة الزيادات في الأجور بعد رفع النقطة الاستدلالية

قالت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية، التابعة لوزارة المالية، نصيرة موساوي، أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين، ستسمح بزيادة معتبرة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية و غير الشهرية و لا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي.

## موساوي : الشبكة الاستدلالية الجديدة ستسمح بزيادة معتبرة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات

أوضحت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية, التابعة لوزارة المالية, نصيرة موساوي, أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين, المطبقة منذ الفاتح مارس, ستسمح بزيادة "معتبرة" في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية ولا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي.



## الزيادة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات

الشبكة الاستدلالية الجديدة للمرتبات :

الزيادة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات

أوضحت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية التابعة لوزارة المالية نصيرة موساوي أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين المطبقة منذ الفاتح مارس ستسمح بزيادة معتبرة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية ولا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي.

## NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES

# L'augmentation s'étend aux primes et indemnités

**La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1<sup>er</sup> mars, permettra une augmentation «significative» des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non-mensuelles, a indiqué la directrice des systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui.**

«L'augmentation du point indiciaire concerne deux volets : le premier est relatif à l'augmentation de la grille indiciaire des salaires, c'est-à-dire une augmentation verticale de l'indice minimal de chaque catégorie et une augmentation horizontale de l'indice minimal correspondant aux grades», a précisé Mme Moussaoui à l'APS.

L'autre volet, a-t-elle ajouté, est lié aux «primes et indemnités mensuelles et non-mensuelles, sachant que celles-ci sont calculées sur la base du salaire de base, avec un pourcentage variant d'un secteur à l'autre (éducation, santé...), de pas moins de 65%». Ainsi, l'augmentation touchera toutes les primes.

En effet, explique-t-elle, lorsqu'on ajoute 50 points à l'indice dans le salaire de base et jusqu'à 30 points dans les grades, l'on obtient un total de 80 points multipliés par la valeur du point indiciaire (45 DA). S'agissant des règles prises en considération lors de la révision de la grille indiciaire,

la responsable a expliqué que le système de rémunération dans la Fonction publique s'appuyait sur la qualification pour chaque catégorie, de manière à ce que l'avancement dans la catégorie donne lieu à une augmentation du salaire de base. «50 points ont été ajoutés à chaque catégorie pour maintenir ces écarts opérés par le système compensatoire, mais les augmentations restent, grosso modo, destinées aux personnes à faible revenu pour améliorer leur pouvoir d'achat», a fait savoir la représentante du ministère des Finances.

Augmentation annuelle des salaires de 400 milliards DA et pas moins de 145 milliards DA destinés à l'allocation chômage

L'incidence financière de ces augmentations s'élève à près de 220 milliards DA/an, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, a précisé Mme Moussaoui. Lors de cette revalorisation des salaires, les récentes augmentations, pour appliquer le nouveau barème de l'impôt sur le revenu

global (IRG) à partir de janvier 2022, ont été également prises en compte.

En somme, l'augmentation des salaires opérée grâce à ces deux éléments (hausse du point indiciaire et réduction de l'IRG) est en moyenne de 5 600 à 6 000 DA et peut atteindre parfois 10 000 DA».

La responsable a rappelé la suppression de l'IRG pour la catégorie touchant des salaires inférieurs à 30 000 DA. Un salarié de cette catégorie qui représente la catégorie 1 dans la grille des salaires aura 4 300 DA d'augmentation grâce à la révision du point indiciaire début mars 2022, après avoir bénéficié précédemment de la suppression définitive de l'IRG, soit une augmentation de 6 100 DA/mois.

La réduction de l'IRG coûte au Trésor public 180 mds DA/an, tandis que l'augmentation du point indiciaire lui coûte 220 mds DA, sachant que l'augmentation annuelle des salaires s'élève à 400 mds DA en 2022, a expliqué Mme Moussaoui.

La révision du point indiciaire dans la Fonction publique touchera plus de 2,7 millions de fonctionnaires et agents contractuels dont 2,4 millions pris en charge dans le cadre du budget de l'État et près de 360 000 dans le cadre du budget des collectivités locales.

La différence sera prise en charge par le Trésor. Concernant l'amélioration du pouvoir d'achat, la responsable a souligné qu'en plus de la revalorisation des salaires, le fonctionnaire bénéficiera de l'augmentation du point indiciaire, de même que le chômeur aura droit à une allocation chômage».

L'enveloppe consacrée à l'allocation chômage est de l'ordre de 145 mds DA/an, a-t-elle précisé, ajoutant que le chiffre pourrait augmenter en fonction du nombre des demandeurs de cette allocation.

La responsable a mis l'accent sur le maintien de la politique d'aide sociale, la subvention des prix des matières premières, outre la prise en charge par le Trésor public de l'incidence de la hausse des prix de produits de consommation sur les marchés internationaux, en vue de préserver la stabilité des prix. Les transferts sociaux exécutés dans le cadre de la politique de subvention ont atteint 1,942 mds DA cette année, a-t-elle fait savoir.

Pour rappel, la révision du point indiciaire vient conforter les mesures prises dans le cadre de la loi des finances 2022, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

APS

**BOYCOTT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES À PARTIR DU 18 AVRIL**

# Les avocats reviennent à la charge

*L'Union nationale des ordres des avocats (Unoa) a décidé de boycotter l'activité judiciaire à travers toutes les cours du pays à partir du lundi 18 avril tout en affirmant son engagement de ne pas payer les impôts prévus dans la loi de finances pour l'année 2022.*

Dans un communiqué rendu public hier, l'Unoa a confirmé son action de protestation relative au boycott de l'activité judiciaire au niveau des tribunaux correctionnels de première instance, d'appel et des mineurs dans un premier temps jusqu'à nouvel ordre. Une action qui renseigne sur une escalade prochaine au cas où le problème des impôts ne trouvera pas son épilogue.

Leur revendication est l'annulation du système d'imposition fiscale pour la profession d'avocat dans le cadre de la loi de finances (LF) 2022, qui était unifié à 12% et qui a été plafonné jusqu'à plus de 50%, selon les

articles 12 et 32 de ladite loi. Par ailleurs, l'Union nationale des ordres des avocats insiste à ignorer le système fiscal introduit par la loi de finances 2022, appelant chaque avocat à se conformer pleinement à la décision de l'Assemblée générale extraordinaire relative au non-travail avec le système fiscal actuel sous peine de responsabilité disciplinaire.

Dans son communiqué, l'Unoa a justifié sa décision par celle prise par la Direction générale des impôts qui s'est retractée par rapport à l'accord conclu entre les deux parties le 24 janvier et la réunion tenue dans le but d'ouvrir les portes du dialogue et



trouver les solutions possibles à ce blocage. Les robes noires interpellent ainsi le président de la République, pour intervenir dans le cadre de ses pouvoirs constitutionnels. Pour rappel, le ministère des Finances avait

maintenu le système déclaratif avec l'augmentation de l'impôt de 12% à 54%, dont 19% seront payés par les justiciables en pleine pandémie. Une décision largement contestée et qualifiée d'injuste par les avocats, qui

avaient décidé le boycott général à partir du 13 janvier, à l'issue d'une assemblée générale tenue à Constantine le 8 janvier.

Les avocats avaient paralysé l'appareil judiciaire pour rejeter le dispositif fiscal avant de suspendre la grève le 24 janvier après la rencontre qui a réuni les représentants du syndicat avec le Premier ministre et ministre des Finances de l'époque, Aymen Benabdennahmane. Il était question de la création d'une commission mixte pour repenser le régime fiscal simplifié en fonction des spécificités d'une profession fondée sur le paiement de l'impôt à la source sans préjudice du principe de l'impôt sur le revenu afin d'établir l'équité fiscale.

ihem Tir

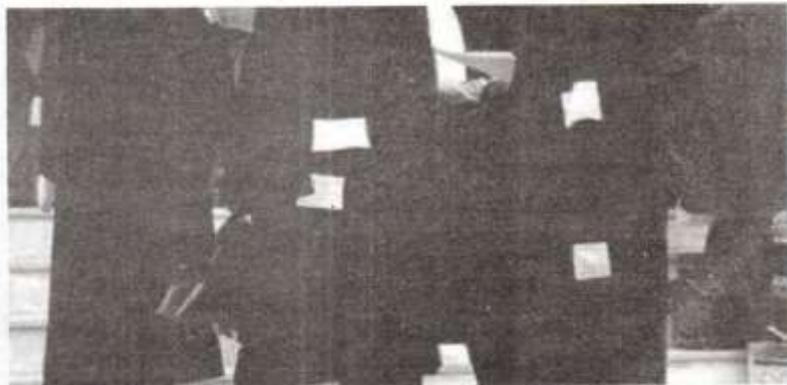
BRAS DE FER ENTRE LA TUTELLE ET L'UNOA

# Les robes noires reviennent à la charge

*Rien ne va plus dans le secteur de la justice en raison du bras de fer engagé entre les avocats et la tutelle. Les prémices d'une situation black out étaient déjà visibles depuis plusieurs semaines.*

PAR : IDIR AMMOUR

Elle est agitée et mouvementée du fait des grèves répétées et des rassemblements observés par ces derniers pour contester les nouvelles mesures introduites par le premier responsable du secteur. Mais les robes noires ne désarment pas. Ils passent même à la vitesse supérieure pour exiger « l'annulation » du nouveau régime fiscal imposé par la loi de finance 2022. À rappeler que cette revendication qui mobilise toute la corporation des avocats a été soumise au niveau des autorités concernées, il y a de cela quatre mois, selon les protestataires. En effet, selon le conseil de l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA), une étude complète a été déjà remise au ministère des Finances, faisant ressortir que le système fiscal proposé permettrait d'atteindre la justice fiscale et contribuerait avec plus de 500 milliards de centimes au Trésor public. L'UNOA avait soumis sa proposition, précise-t-elle lors



d'une réunion sous la direction du Premier ministre et ministre des Finances, et qu'elle a été approuvée et qu'une commission mixte avait été formée avec le ministère des Finances pour présenter l'ensemble du projet et étudier son inscription dans la Loi de finances complémentaire pour l'année 2022. Mais après un silence radio qui a duré pas moins de 4 mois sans que cette proposition ne soit concrétisée, les robes noires ont décidé de remonter au créneau. Pour ce, l'UNOA, réunie ce jeudi à Alger, a annoncé dans un communiqué le boycott des audiences des tribunaux criminels de la première instance et ceux d'appel à partir de demain lundi. L'UNOA a réitéré, à cette occasion, le maintien de la décision du rejet du nouveau système fis-

cal, sanctionnant l'assemblée générale extraordinaire du 28 janvier 2022 tenue à Constantine. Par ailleurs, l'UNOA appelle tous les avocats au respect strict de cette décision. Elle réitère également la suspension de toute relation avec la Direction générale des impôts (DGI), qui a remis en cause l'accord auquel sont parvenues les deux parties le 24 janvier 2022. En outre, l'UNOA appelle le président de la République à intervenir dans le cadre de ses prérogatives constitutionnelles. À titre de rappel, le nouveau dispositif qui annule l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% contraint les avocats à payer à titre de taxes et impôts plus de 50% de leurs gains, dont 19% de TVA.

I. A.

## NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES

# L'augmentation s'étend aux primes et indemnités

PAR RIAD EL HADI

La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation "significative" des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, a indiqué la directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui.

"L'augmentation du point indiciaire concerne deux volets : le premier est relatif à l'augmentation de la grille indiciaire des salaires, c'est-à-dire, une augmentation verticale de l'indice minimal de chaque catégorie et une augmentation horizontale de l'indice minimal correspondant aux grades", a précisé Mme Moussaoui à l'APS.

L'autre volet, a-t-elle ajouté, est lié aux "primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, sachant que celles-ci sont calculées sur la base du salaire de base, avec un pourcentage variant d'un secteur à l'autre (éducation, santé...), de pas moins de 65%". Ainsi, l'augmentation touchera toutes les primes".

En effet, explique-t-elle, lorsqu'on ajoute 50 points à l'indice dans le salaire de base et jusqu'à 30 points dans les grades, l'on

obtient un total de 80 points multipliés par la valeur du point indiciaire (45 DA).

S'agissant des règles prises en considération lors de la révision de la grille indiciaire, la responsable a expliqué que le système de rémunération dans la fonction publique s'appuyait sur la qualification pour chaque catégorie, de manière à ce que l'avancement dans la catégorie donne lieu à une augmentation du salaire de base.

"50 points ont été ajoutés à chaque catégorie pour maintenir ces écarts opérés par le système compensatoire, mais les augmentations restent, grosso modo, destinées aux personnes à faible revenu pour améliorer leur pouvoir d'achat", a fait savoir la représentante du ministère des Finances.

### Augmentation annuelle des salaires de 400 milliards DA

L'incidence financière de ces augmentations s'élève à près de 220 milliards DA/an, avec effet rétroactif à compter du 1er mars 2022, a précisé Mme Moussaoui.

Lors de cette revalorisation des salaires, les récentes augmentations, pour appliquer le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG) à partir de janvier

2022, ont été également prises en compte. En somme, l'augmentation des salaires opérée grâce à ces deux éléments (hausse du point indiciaire et réduction de l'IRG) "est en moyenne de 5.600 à 6.000 DA et peut atteindre parfois 10.000 DA".

La responsable a rappelé la suppression de l'IRG pour la catégorie touchant des salaires inférieurs à 30.000 DA.

Un salarié de cette catégorie qui représente la catégorie 1 dans la grille des salaires aura 4.300 DA d'augmentation grâce à la révision du point indiciaire début mars 2022, après avoir bénéficié précédemment de la suppression définitive de l'IRG, soit une augmentation de 6.100 DA/mois.

La réduction de l'IRG coûte au Trésor public 180 mds DA/an, tandis que l'augmentation du point indiciaire lui coûte 220 mds DA, sachant que l'augmentation annuelle des salaires s'élève à 400 mds DA en 2022, a expliqué Mme Moussaoui.

La révision du point indiciaire dans la fonction publique touchera plus de 2,7 millions de fonctionnaires et agents contractuels dont 2,4 millions pris en charge dans le cadre du budget de l'Etat et près de 360.000 dans le cadre du budget des collectivités locales. La différence sera prise en charge par le Trésor.

Concernant l'amélioration du pouvoir d'achat, la responsable a souligné qu'"en plus de la revalorisation des salaires, le fonctionnaire bénéficiera de l'augmentation du point indiciaire, de même que le chômeur aura droit à une allocation chômage". L'enveloppe consacrée à l'allocation chômage est de l'ordre de 145 mds DA/an, a-t-elle précisé, ajoutant que le chiffre pourrait augmenter en fonction du nombre des demandeurs de cette allocation. La responsable a mis l'accent sur le maintien de la politique d'aide sociale, la subvention des prix des matières premières, outre la prise en charge par le Trésor public de l'incidence de la hausse des prix de produits de consommation sur les marchés internationaux, en vue de préserver la stabilité des prix.

Les transferts sociaux exécutés dans le cadre de la politique de subvention ont atteint 1.942 mds DA cette année, a-t-elle fait savoir.

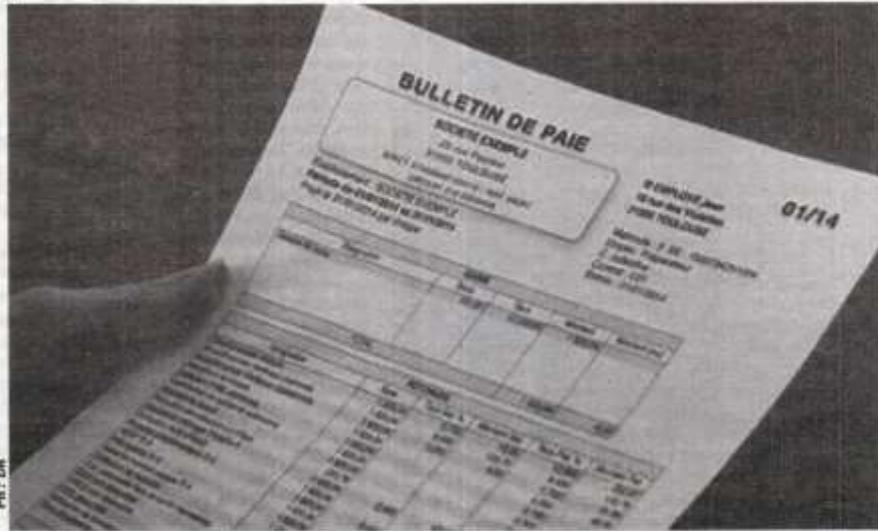
Pour rappel, la révision du point indiciaire vient conforter les mesures prises dans le cadre de la Loi des finances 2022, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

R. E.

NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES

## L'augmentation s'étend aux primes et indemnités

La nouvelle grille indiciaire des salaires des fonctionnaires, applicable depuis le 1er mars, permettra une augmentation "significative" des salaires qui s'étend aux primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, a indiqué la directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacéra Moussaoui.



"L'augmentation du point indiciaire concerne deux volets : le premier est relatif à l'augmentation de la grille indiciaire des salaires, c'est-à-dire, une augmentation verticale de l'indice minimal de chaque catégorie et une augmentation horizontale de l'indice minimal correspondant aux grades", a précisé Mme Moussaoui à l'APS.

L'autre volet, a-t-elle ajouté, est lié aux "primes et indemnités mensuelles et non mensuelles, sachant que celles-ci sont calculées sur la base du salaire de base, avec un pourcentage variant d'un secteur à l'autre (éducation, santé...), de pas moins de 65%". Ainsi, l'augmentation touchera toutes les primes". En effet, explique-t-elle, lorsqu'on ajoute 50 points à l'indice dans le salaire de base et jusqu'à 30 points dans les grades, l'on obtient un total de 80 points multipliés par la valeur du point indiciaire (45 Da). S'agissant des règles prises en considération lors de la révision de la grille indiciaire, la responsable a expliqué que le système de rémunération dans la fonction publique s'appuyait sur la qualification pour chaque catégorie, de manière à ce que l'avancement dans la catégorie donne lieu à une augmentation du salaire de

base. "50 points ont été ajoutés à chaque catégorie pour maintenir ces écarts opérés par le système compensatoire, mais les augmentations restent, grosso modo, destinées aux personnes à faible revenu pour améliorer leur pouvoir d'achat", a fait savoir la représentante du ministère des Finances.

### AUGMENTATION ANNUELLE DES SALAIRES DE 400 MILLIARDS DA ET PAS MOINS DE 145 MILLIARDS DA DESTINÉE

#### À L'ALLOCATION CHÔMAGE

L'incidence financière de ces augmentations s'élève à près de 220 milliards Da/an, avec effet rétroactif à compter du 1er mars 2022, a précisé Mme. Moussaoui.

Lors de cette revalorisation des salaires, les récentes augmentations, pour appliquer le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG) à partir de janvier 2022, ont été également prises en compte. En somme, l'augmentation des salaires opérée grâce à ces deux éléments (hausse du point indiciaire et réduction de l'IRG) est en moyenne de 5600 à 6000 Da et peut atteindre

parfois 10.000 Da".

La responsable a rappelé la suppression de l'IRG pour la catégorie touchant des salaires inférieurs à 30.000 DA. Un salarié de cette catégorie qui représente la catégorie 1 dans la grille des salaires aura 4.300 DA d'augmentation grâce à la révision du point indiciaire début mars 2022, après avoir bénéficié précédemment de la suppression définitive de l'IRG, soit une augmentation de 6.100 DA/mois. La réduction de l'IRG coûte au Trésor public 180 mds DA/an, tandis que l'augmentation du point indiciaire lui coûte 220 mds DA, sachant que l'augmentation annuelle des salaires s'élève à 400 mds DA en 2022, a expliqué Mme. Moussaoui. La révision du point indiciaire dans la Fonction publique touchera plus de 2,7 millions de fonctionnaires et agents contractuels dont 2,4 millions pris en charge dans le cadre du budget de l'Etat et près de 360.000 dans le cadre du budget des collectivités locales. La différence sera prise en charge par le Trésor.

Concernant l'amélioration du pouvoir d'achat, la responsable a souligné qu'"en plus de la revalorisation des salaires, le

fonctionnaire bénéficiera de l'augmentation du point indiciaire, de même que le chômeur aura droit à une allocation chômage". L'enveloppe consacrée à l'allocation chômage est de l'ordre de 145 mds DA/an, a-t-elle précisé, ajoutant que le chiffre pourrait augmenter en fonction du nombre des demandeurs de cette allocation. La responsable a mis l'accent sur le maintien de la politique d'aide sociale, la subvention des prix des matières premières, outre la prise en charge par le Trésor public de l'incidence de la hausse des prix de produits de consommation sur les marchés internationaux, en vue de préserver la stabilité des prix. Les transferts sociaux exécutés dans le cadre de la politique de subvention ont atteint 1.942 mds DA cette année, a-t-elle fait savoir.

Pour rappel, la révision du point indiciaire vient conforter les mesures prises dans le cadre de la loi des finances 2022, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

APS

تمتد إلى العلاوات والتعويضات

## الزيادات في الأجور قد تصل إلى 10 آلاف دينار

● 400 مليار دينار قيمة الزيادة السنوية في رواتب 2,7 مليون موظف وعون متعاقد

أعلنت وزارة المالية رسمياً، أن الأثر المالي للزيادات الناتجة عن تطبيق الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات 2,7 مليون موظف وعون متعاقد، يقدر بحوالي 220 مليار دج سنوياً، حيث ستشمل أيضاً، العلاوات والتعويضات، وسيتمتع عنها زيادة سنوية في الأجور بـ 400 مليار دينار، بعد احتساب 180 مليار دينار، قيمة تخفيض الضريبة على الدخل الإجمالي، سنوياً، وما لا يقل عن 145 مليار دينار، "مبدئياً" لمنحة البطالة، وبذلك، فإن الزيادات في الأجور ستتراوح بين 5.600 إلى 6 آلاف دينار وتصل 10 آلاف دينار في بعض الحالات.

النقطة الاستدلالية ابتداء من الفاتح مارس، بعد أن استقر من الغاء نهائي للضريبة على الدخل الإجمالي في السابق، ما يعني زيادة إجمالية قدرها 6.100 دينار، في الأجر الشهري بفضل مراجعة السلمين.

وأوضحت في هذا الإطار، أن تخفيض الضريبة على الدخل الإجمالي، يكلف الخزينة العمومية 180 مليار دج سنوياً، فيما يكلف الرفع من النقطة الاستدلالية 220 مليار دينار، لتقدر الزيادة السنوية في الأجور بـ 400 مليار دج في 2022، مشيرة إلى أن رفع النقطة الاستدلالية في قطاع الوظيفة العمومي، سيمس أكثر من 2,7 مليون موظف وعون متعاقد، منهم 2,4 على عاتق ميزانية الدولة، وحوالي 360 ألف على عاتق ميزانية الجماعات المحلية، أي من خزينة الولايات والبلديات، لكن الفارق ستعمله الخزينة العمومية، حسبها. وفيما يتعلق برفع القدرة الشرائية وتحسينها، أشارت ذات المتحدث، زيادة على رفع الأجور، إلى عوامل أخرى، منها استحداث منحة البطالة، حيث "سيستفيد الموظف في العائلة من الرفع في النقطة الاستدلالية، أي في الأجر، والبطال في نفس العائلة من منحة البطالة، وهو ما يعتبر رفعا للقدرة الشرائية للعائلة نفسها"، وقالت في هذا الصدد، إن الغلاف المالي المخصص لمنحة البطالة يبلغ مبدئياً 145 مليار دج سنوياً، وهو قابل للارتفاع حسب عدد طالبي هذه المنحة. وفي مجال دعم القدرة الشرائية كذلك، أشارت موساوي إلى الإبقاء على سياسة الدعم الاجتماعي ودعم أسعار المواد الأولية، بالإضافة إلى تحمل الخزينة العمومية أثر ارتفاع أسعار المواد الاستهلاكية في السوق الدولية وليس المستهلكين، وهو ما ساهم في الحفاظ على استقرار الأسعار، مؤكدة أن كل هذه العوامل حافظت أيضاً على القدرة الشرائية ولا يجب النظر فقط في الزيادة في الراتب بل في عدة معايير، حيث تكررت أن التحويلات الاجتماعية في إطار سياسة الدعم بلغت 1.942 مليار دينار هذه السنة. خ. ل.



الأثر المالي للشبكة الاستدلالية الجديدة يقدر بـ 220 مليار دج سنوياً

للحفاظ على هذه الفوارق التي يصنعها النظام التعويضي، لكن تبقى الزيادات، بصفة عامة، موجهة لذوي الدخل المنخفض لرفع القدرة الشرائية، تقول.

### زيادة سنوية في الأجور بـ 400 مليار دج وما لا يقل عن 145 مليار دج لمنحة البطالة

أما بالنسبة للأثر المالي لهذه الزيادات، فيقدر، حسب ذات المتحدث، بحوالي 220 مليار دج سنوياً، وسيكون بأثر رجعي من 1 مارس 2022، مشيرة إلى أنه خلال احتساب الزيادة، تم كذلك مراعاة الزيادات التي مست الأجور مؤخراً، بتطبيق السلم الجديد للضريبة على الدخل الإجمالي، ابتداء من جانفي 2022 وعليه، فإن الزيادة في الأجر بفضل العاملين الجدد... رفع النقطة الاستدلالية وتخفيض الضريبة على الدخل تبلغ في المتوسط، 5.600 إلى 6.000 دينار وتصل إلى 10.000 دينار في بعض الحالات. وتذكرت موساوي، بفترة ذوي الدخل الأقل من 30 ألف دينار، التي استقرت من الغاء كلي للضريبة على الدخل الإجمالي، وعليه، تخفيض، فإن موظفا ينتمي لهذه الشريحة، يمثل الصنف 1 في شبكة الأجور، سيستفيد من زيادة بـ 4.300 دينار، بفضل رفع

### خيرة لعروسي

● أعلنت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية، الشابعة لوزارة المالية، نصيرة موساوي، أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين، المطبقة منذ الفاتح مارس، ستسمح بزيادة "معتبرة" في الأجور. تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية ولا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي. وقالت ذات المتحدث، في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية، إن رفع النقطة الاستدلالية مس شقين، ويتعلق الشق الأول بالزيادة في الشبكة الاستدلالية للمرتبات، وتخص زيادة عمودية في الرقم الاستدلالي الأدنى، لكل صنفه، وزيادة أفقية تخص في الزيادة الاستدلالية للدرجات، أما الشق الثاني، تخفيض، فيخص الزيادة في العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية، باعتبار أن هذه العلاوات والتعويضات، تحسب على أساس الراتب الرئيسي، بنسبة مئوية تختلف من قطاع إلى آخر، كالتربوية والصحة، وغيرهما من القطاعات، لا تقل عن 65 بالمائة، وهو ما يعني، حسبها، أن الزيادة ستمس كل هذه المنح. وعند إضافة 50 نقطة في الرقم الاستدلالي في الراتب الرئيسي، والزيادة في الدرجات التي تبلغ حتى 30 نقطة، تخيف ممثلة وزارة المالية، فإن الزيادة ستكون بمجموع 80 نقطة، محسوبة في قيمة النقطة الاستدلالية، أي 45 دينار، وبناء على ذلك، فإذا كانت الزيادة بـ 3.000 دينار، في الراتب الرئيسي، مثلاً فسيضاف لها مجموع زيادة بـ 65 بالمائة في الأجر، وهي تمثل قيمة العلاوات والتعويضات المحسوبة بنسبة مئوية من الراتب الرئيسي، وبخصوص الأمس التي أخذت بعين الاعتبار عند مراجعة سلم النقطة الاستدلالية، قالت موساوي إن نظام الرواتب في الوظيفة العمومي، مبني على مستوى الأساس التأهيلي لكل صنف، حيث إن التدرج في الصنف يترتب عنه الزيادة في الراتب الرئيسي، ولهذا أضفنا 50 نقطة لكل صنف

المتقاضون ضحايا صراعات لا تعنيهم

## المحامون يحملون "الضرائب" تداعيات الإضراب

● يمثل قرار الاتحاد الوطني للمحامين بمقاطعة العمل القضائي، الذي اتخذته أمس، وسيلة احتجاجية سيسدد ثمنها المتقاضون والمساجين وتترك أثارا جانبية سلبية على مسارات الملفات القضائية بمختلف أنواعها، غير أن اتحاد المحامين يتبرأ من مخلفات الإضراب ويعملها للسلطات المعنية، لأن مديرية الضرائب لم تلتزم بالاتفاق الذي جرى مع الوزير الأول، في مسألة تغيير نظام تسديد الضريبة من تصريحي إلى الاقتطاع من المصدر.

لم يمر شهران عن شن اتحاد المحامين إضرابا مفتوحا، بسبب رفض المجلس الشعبي الوطني مقترح تغيير نظام تسديد الضريبة، حتى فرروا، أول أمس، العودة إلى مقاطعة نشاط محكمة الجنايات الابتدائية والاستئنافية ومحكمة الأحداث، ابتداء من يوم 18 أفريل الجاري، على خلفية رفض المديرية العامة للضرائب الالتزام بالاتفاق الذي جرى مع الاتحاد والوزير الأول، والذي قضى بإنشاء "لجنة مختلطة لإعادة النظر في النظام الضريبي المبسط، تماشيا مع خصوصيات المهنة ويقوم على دفع الضريبة في المنيع دون المساس بمبدأ الضريبة على الدخل تكريسا للإنصاف الضريبي".

غير أن النقيب الوطني، طابري، يتبرأ من مخلفات قرار مقاطعة النشاط القضائي، ويقول في حديث له الخبر، إن الاختلالات والاضطرابات التي تحدث في ملفات المتقاضين والمساجين كتأجيل محاكمات الموقوفين المتواجدين في السجون وتأخير الفصل في القضايا، تتحملها السلطات لأن مديرية الضرائب لم تلتزم بالاتفاق الذي جرى مع السلطات المعنية. ولا يرى النقيب في الإضراب المفتوح الذي سيثته أصحاب الجبة السوداء عدا، سببا في تعطيل مصالح المتقاضين وتأخير وتأجيل القضايا، وإنما ينظر إليه على أنه إجراء يصب في مصلحة المواطن والمتقاضي، مشيرا إلى أن الزيادات في الضريبة ستؤدي إلى مضاعفة أتعاب ومستحقات المحامين، وأن الإبقاء على النظام التصريحي لا يخدم المحامي ولا الخزينة العمومية والمتقاضي.

● يمثل قرار الاتحاد الوطني للمحامين بمقاطعة العمل القضائي، الذي اتخذته أمس، وسيلة احتجاجية سيسدد ثمنها المتقاضون والمساجين وتترك أثارا جانبية سلبية على مسارات الملفات القضائية بمختلف أنواعها، غير أن اتحاد المحامين يتبرأ من مخلفات الإضراب ويعملها للسلطات المعنية، لأن مديرية الضرائب لم تلتزم بالاتفاق الذي جرى مع الوزير الأول، في مسألة تغيير نظام تسديد الضريبة من تصريحي إلى الاقتطاع من المصدر.

لم يمر شهران عن شن اتحاد المحامين إضرابا مفتوحا، بسبب رفض المجلس الشعبي الوطني مقترح تغيير نظام تسديد الضريبة، حتى فرروا، أول أمس، العودة إلى مقاطعة نشاط محكمة الجنايات الابتدائية والاستئنافية ومحكمة الأحداث، ابتداء من يوم 18 أفريل الجاري، على خلفية رفض المديرية العامة للضرائب الالتزام بالاتفاق الذي جرى مع الاتحاد والوزير الأول، والذي قضى بإنشاء "لجنة مختلطة لإعادة النظر في النظام الضريبي المبسط، تماشيا مع خصوصيات المهنة ويقوم على دفع الضريبة في المنيع دون المساس بمبدأ الضريبة على الدخل تكريسا للإنصاف الضريبي".

غير أن النقيب الوطني، طابري، يتبرأ من مخلفات قرار مقاطعة النشاط القضائي، ويقول في حديث له الخبر، إن الاختلالات والاضطرابات التي تحدث في ملفات المتقاضين والمساجين كتأجيل محاكمات الموقوفين المتواجدين في السجون وتأخير الفصل في القضايا، تتحملها السلطات لأن مديرية الضرائب لم تلتزم بالاتفاق الذي جرى مع السلطات المعنية.

ولا يرى النقيب في الإضراب المفتوح الذي سيثته أصحاب الجبة السوداء عدا، سببا في تعطيل مصالح المتقاضين وتأخير وتأجيل القضايا، وإنما ينظر إليه على أنه إجراء يصب في مصلحة المواطن والمتقاضي، مشيرا إلى أن الزيادات في الضريبة ستؤدي إلى مضاعفة أتعاب ومستحقات المحامين، وأن الإبقاء على النظام التصريحي لا يخدم المحامي ولا الخزينة العمومية والمتقاضي.

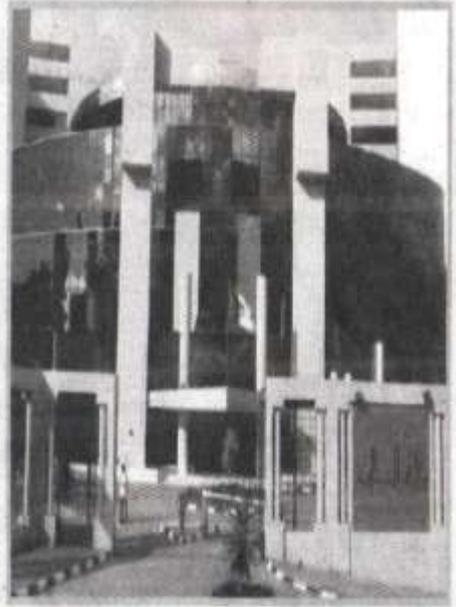
وينهدو أن مجلس الاتحاد الذي تنضوي تحته كل

منظمة النواحي بالجزائر، وظف آخر أوراقه للضغط على السلطات، واضعا الأجهزة القضائية بمختلف درجاتها ومعها وزارة العدل وجها لوجه أمام مئات الآلاف من القضايا التي يلعب فيها المحامي دورا أساسيا، سواء أكانت محاكمات لموقوفين وغير الموقوفين، أو على مستوى قاضي التحقيق أو قضايا مطروحة في الأقسام والغرف المدنية والتجارية والعقارية والبحرية وشؤون الأسرة، وكلها مسائل مرتبطة بمصائر ومصالح ملايين الجزائريين. وشمل القرار أيضا مقاطعة التعامل مع المديرية العامة للضرائب، على خلفية رفض المديرية العامة للضرائب لكل مقترحاته التي تقدم بها بناء على الاجتماعات المكثفة التي جمعته مع الجهات الوصية، حول تغيير نظام تسديد الضريبة من تصريحي إلى نظام الاقتطاع من المصدر في شكل دفعة تشتري عن قضية.

م. ف. عثمان

## الزيادة في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات

أوضحت مديرة أنظمة الرواتب بالمديرية العامة للميزانية التابعة لوزارة المالية، نصيرة موسى، أن الشبكة الاستدلالية الجديدة لمرتبات الموظفين، المطبقة منذ الفالح مارس، ستسمح بزيادة "معتبرة" في الأجور تمتد إلى العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية ولا تقتصر فقط على الراتب الرئيسي. وأضافت موسى لواج أن الرفع في النقطة الاستدلالية "مس شقين، يتعلق الشق الأول بالزيادة في الشبكة الاستدلالية للمرتبات والتي تخص زيادة عمودية في الرقم الاستدلالي الأدنى لكل صنف وزيادة أفقية تخص في الزيادة الاستدلالية للدرجات". أما الشق الثاني، تضيف المسؤولية، فيخص "الزيادة في العلاوات والتعويضات الشهرية وغير الشهرية، على أساس أن هذه العلاوات والتعويضات تحسب على أساس الراتب الرئيسي بنسبة مئوية تختلف من قطاع لآخر (التربية، الصحة...)، لا تقل عن 65 بالمائة، وعليه، فإن الزيادة ستتمس كل هاته المنح". وبالتالي، تشرح السيدة موسى، عند إضافة 50 نقطة في الرقم الاستدلالي في الراتب الرئيسي والزيادة في الدرجات التي تبلغ حتى 30 نقطة،



فإن الزيادة ستكون بمجموع 80 نقطة مضروبة في قيمة النقطة الاستدلالية (45 دج، ومنه إذا كانت الزيادة بـ 3.000 دج في الراتب الرئيسي مثلاً فسيضاف لها مجموع زيادة بـ 65 بالمائة في الأجر والتي تمثل قيمة العلاوات والتعويضات المحسوبة بنسبة مئوية من الراتب الرئيسي. وبخصوص الأسس التي أخذت بعين الاعتبار عند مراجعة سلم النقطة الاستدلالية، قالت المسؤولية إن نظام الرواتب في الوظيفة العمومي مبني على مستوى الأساس التأهيلي لكل صنف، حيث أن التدرج في الصنف يترتب عنه الزيادة في الراتب الرئيسي. ولهذا "أضفنا 50 نقطة لكل صنف للحفاظ على هذه الفوارق التي يصنعها النظام التعويضي، لكن تبقى الزيادات بصفة عامة موجهة لذوي الدخل المنخفض لرفع القدرة الشرائية" تضيف ممثلة وزارة المالية.

جدل وسط الجهاز التنفيذي بخصوص إقراره

## قانون المالية التكميلي.. الحكومة تبحث عن مخارج

● الاحتكام إلى مجلس الوزراء للفصل في حال استمرار التباين

لم تستقر الحكومة بعد على رأي بشأن اعتماد مشروع قانون مالية تكميلي من عدمه لما تبقى من السنة المالية، وسط تأرجح الرأي بين موقف الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان القائل بعدم الحاجة إلى مشروع قانون مالية تكميلي وبين موقف وزير المالية عبد الرحمان راوية، القائل بضرورة وحاجة اللجوء إلى قانون مالية تكميلي، وبين الموقفين يبدو أن الملف سيكون بحاجة الإحالة على رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون للتحكيم والبت في الأمر.

الموجهة للاستعمال الفردي والمؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات المفتلة قبل قانون المالية 2022، لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار في الأسواق الدولية على المواطنين خلال السنة الجارية، إلى غاية استقرارها، فضلا عن تكفل الدولة بتغطية الفارق في الأسعار الخاصة بالمواد الموجهة للمواطنين من قبيل الديوان الجزائري المهني للخبوب، وجميعها إجراءات بحاجة إلى مكان ضمن النشق التشريعي والشق المالي نظرا لأثر هذه الإجراءات ماليا.

كما يبرر وزير المالية تمسكه بقانون مالية تكميلي إلى حاجة الجهاز التنفيذي لمراجعة السعر المرجعي لبرميل النفط، والذي تعدى 100 دولار في السوق الدولية، وتذهب مصادر الشروق إلى أن وزارة المالية ستقدم اقتراحا للحكومة لجعل السعر المرجعي في حدود 65 إلى 70 دولارا للبرميل على اعتبار أن الوضع الدولي والحرب الدائرة بين روسيا أحد أكبر المنتجين وأوكرانيا ترجح حفاظ برميل النفط على سعره في حدود 100 دولار إلى ما تبقى من السنة الجارية.

والأكيد أن الجدل الدائر بين وزير المالية والوزير الأول الذي كان حاملا لحقيبة المالية، قبل شهر مارس فقط سيحال إلى رئيس الجمهورية للفصل وقول كلمته الأخيرة.



شأنه أن يخلف أثرا ماليا، وكذا الزيادة في معاشات المتقاعدين والأهم من كل هذا إقرار منحة البطالة لأول مرة في تاريخ الجزائر والتي يحتاج أثرها المالي إلى مكان ضمن ميزانية التسيير.

بالإضافة إلى هذه الإجراءات، يبرر وزير المالية الحاجة إلى قانون مالية تكميلي، بضرورة تسوية وضعية البنود التي وردت ضمن قانون المالية 2022، وأقر الرئيس ضرورة تجميدها منتصف شهر فيفري الماضي.

ومعلوم أن الرئيس تبون كان قد أقر في 13 فيفري الماضي، إلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية والهواتف النقالة الفردية ووسائل الإعلام الألي

المالي، تجد إجابة وحلا لها في صندوق ضبط الإيرادات، فهناك الشق التشريعي وعدد من الإجراءات التي اتخذها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خارج التدابير التي حملها قانون المالية الأولي لحماية أسعار المواد واسعة الاستهلاك من آثار السوق الدولية الملتهبة، وكذا الإجراءات المعلنه لتحسين القدرة الشرائية للمواطن التي تيسى بحاجة إلى تأطير قانوني.

ومن بين الإجراءات التي تبقى بحاجة إلى غطاء قانون المالية، الإجراءات الاستعجالية التي اتخذها الرئيس لفائدة مستخدمي الوظيفة العمومي، من خلال مراجعة الرقم الاستدلالي والذي من

### سميرة بلعمري

لا زالت مصالح وزارة المالية، تنتظر إشارة رسمية للشروع في إعداد مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، الذي يبدو أنه محمّل جدل بين الوزير الأول، ووزير للمالية ففي وقت يرى الأول بعدم الحاجة هذه السنة إلى اعتماد مشروع قانون مالية تكميلي، ويبرر موقفه هذا بالوضعية المالية المريحة لصندوق ضبط الإيرادات الذي يعرف انتماشا في مداخله بفضل ارتفاع أسعار النفط في السوق الدولية، والتي تجعل قدرات هذا الصندوق الداخلي للثروة السيادية مؤهلة لتجويه جزء من موارده لتغطية عجز الميزانية لسنة 2022 والمتوقع بحسب توقعات قانون المالية الأولي أن تتجاوز 4100 مليار دينار، أي ما يفوق 31 مليار دولار، وهو العجز الذي سبق للوزير الأول، وزير المالية يومها، أن أكد خلال عرض القانون إمكانية تغطيته بالاعتماد على السوق المالية الداخلية، والاقتطاع من صندوق ضبط الإيرادات.

في مقابل موقف أيمن بن عبد الرحمان القائل بعدم الحاجة إلى قانون مالية تكميلي هذه السنة، نجد موقف وزير المالية عبد الرحمان راوية القائل بحاجة الجهاز التنفيذي لقانون مالية تكميلي، ويرى أنه إذا كانت إشكالية عجز الميزانية والشق

## اتفاقية مع بنك الجزائر الخارجي وضع 2300 نهائي دفع إلكتروني في شبكة نفضال

الإلكتروني على مستوى نقاط بيع نفضال ابتداء من شهر ماي المقبل، مضيفاً أن "عمولة بنك الجزائر الخارجي ستكون زهيدة وأن الهدف الأول يبقى تطوير هذا النوع من الدفع عبر البلاد".

أ.أ

الذهبية على مستوى نقاط بيع نفضال. من جانبه، أكد المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، أن البنك سيوفر عروضاً تفضيلية لنفضال وكذا لمؤسسات وطنية أخرى، بهدف تعميم الدفع الإلكتروني، معلناً عن انطلاق عملية توفير أجهزة الدفع

وقعت الشركة الوطنية لتسويق وتوزيع المنتجات البترولية "نفطال" وبنك الجزائر الخارجي، أول أمس، اتفاقية تقضي بتوفير البنك العمومي لنهايات الدفع الإلكتروني على مستوى نقاط البيع التابعة لنفضال.

وتهدف هذه الاتفاقية التي وقعها كل من الرئيس المدير العام لنفضال مراد منور، والمدير العام لبنك الجزائر الخارجي لزهر لطرش، إلى توفير 2350 نهائي دفع إلكتروني على مستوى محطات الخدمات ومراكز التحويل ومراكز التشحيم والمجلات والموانئ وصلات العرض وكذا نقاط البيع والموزعين.

وأوضح السيد منور أنه على إثر المفاوضات التي جرت بين ممثلي المؤسسات تم التوصل إلى اتفاق مشترك يتعلق بالتسعيرة التي سيتم اعتمادها من أجل قبول البطاقات البنكية وبطاقات



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger